

Le G20 et ses après

Le G20¹, le groupe des 20 pays les plus importants de la planète s'est réuni le jeudi 2 avril à Londres. Cette rencontre fut un succès médiatique et politique. Tous les *Paris Match* du monde vont voir leur tirage augmenter d'au moins 20%. Marc Laurendeau, jeudi prochain, va sans doute commenter longuement et à sa façon le prochain numéro du magazine français. La reine Carla et la nouvelle reine des États-Unis Michelle seront les grandes vedettes des pages de ces publications. Le Président Barack Obama malgré ses charmes médiatiques aura une forte concurrence de ces dames dans ces revues. Une nouvelle royauté bourgeoise ou vulgaire est née depuis celle de Jackie et de John, il y a près de 50 ans.

Politiquement, ces dames et ces messieurs étaient au sommet de leur visibilité (plus de 1000 journalistes et au moins 3 milliards de téléspectateurs) dans l'harmonie et l'allégresse. Tout se déroulait pour le mieux, même si Stephen est arrivé en retard pour la photo de groupe. Un grand succès, comme nos analystes l'ont affirmé, il s'agirait d'un « grand tournant » ! Mais qu'en est-il au niveau économique ?

La crise dans laquelle nous nous enfonçons de plus en plus est d'origine financière. La sphère financière depuis près d'un tiers de siècle a peu à peu acquis son indépendance de la sphère de production et a fini par dominer cette dernière. Autonome et libéré de réglementations, le monde financier a sombré dans un délire mégalomane qui reposait sur la spéculation et la croyance en son impunité. L'objectif de la réunion du G20 avait pour but d'enrayer la crise et d'empêcher à l'avenir sa reproduction. Le résultat est mitigé pour le moins.

Avant d'aller plus loin, prenez garde de triompher trop facilement en croyant que le modèle économique ultralibéral, qui nous a conduit à cette crise, soit révolu et à jamais oublié. Les milliers d'économistes formés dans ce modèle qui ont cru en lui et qui l'ont imposé sur la planète depuis plus de 25 ans n'ont certainement pas viré capot en quelque

¹ Le Groupe des 20 (ou le G20) était à l'origine un forum économique des ministres des finances de 20 pays. Il a été créé en 1999 à l'initiative du ministre des finances du Canada Paul Martin après la succession des crises financières dans les années 1990. Les pays du G20 représentent les deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90 % du produit mondial brut (la somme des produits intérieurs bruts de tous les pays du monde). Le 15 novembre 2008, pour la première fois de l'histoire du G20, ce sont les chefs d'État ou de gouvernement qui se sont réunis et non uniquement les ministres des finances. La rencontre du 2 avril fut la deuxième rencontre des chefs d'État ou de gouvernement.

mois. Les économistes de nos gouvernements, de la Banque du Canada, de la Réserve Fédérale des États-Unis, de la Banque mondiale (BM) ou encore du Fonds monétaire international (FMI), sans oublier ceux du secteur privé et des universités, ne se sont pas transformés brusquement en défenseurs de l'intervention de l'État et en apôtres de la réglementation. Keynes et Marx ne sont pas au pouvoir, bien au contraire. Le capitalisme ultralibéral n'est pas encore dans la poubelle de l'Histoire.

La relance et les pratiques financières

Les membres du G20 ont renouvelé leur volonté de restaurer la croissance et l'emploi par des politiques monétaires (réductions des taux d'intérêt et injections de liquidités) et des politiques budgétaires de relance (investissements dans les infrastructures et baisses d'impôts). La politique monétaire vise la reprise des crédits que les établissements financiers devenus trop craintifs n'offrent plus. Les banques centrales les inondent de liquidités, de comptant, pour les inciter à répondre aux demandes d'emprunts (voir « Les sorties de crise »). Les banques sont soignées aux petits oignons.

Bien sûr, il faut rétablir un système de crédit, mais faut-il remettre en place celui qui a provoqué la crise ? Certes le G20 a dénoncé les paradis fiscaux², les agences de cotation, les fonds spéculatifs, la scandaleuse rémunération des cadres des entreprises, donc les aspects les plus visibles, les plus crapuleux et les plus infects de la finance mondialisée. Mais rien ne touche vraiment les pratiques des établissements financiers à la source des dérives de ce petit monde.

Par exemple, la responsabilité des acteurs doit être rétablie. Ce principe fondamental a été abandonné depuis 25 ans. Concrètement, il faut que l'établissement financier *initiateur* d'un crédit en soit *responsable* jusqu'à son remboursement. En effet, il n'y a pas si longtemps une banque qui accordait un prêt à une entreprise, après avoir évalué sa viabilité, surveillait sa bonne conduite en la suivant dans son évolution pour s'assurer ainsi de la préservation de la solvabilité de son débiteur et le recouvrement de sa mise.

Jusqu'à l'éclatement de la crise, la banque pouvait retrouver sa liquidité sans attendre le terme du prêt accordé, donc elle n'avait plus à suivre l'emprunteur. Il s'agissait

² Croyez-vous que les vrais paradis fiscaux vont disparaître ? On se contentera de quelques exemples. De même, les hauts fonctionnaires du capitalisme vont-ils se priver de leur extravagante rémunération ?

de regrouper plusieurs crédits (prêts à des entreprises, hypothèques, crédits de carte, ...) et d'émettre des titres d'emprunt reposant sur ces crédits regroupés. Ces *titres adossés à des actifs* permettent à la banque émettrice d'obtenir du comptant et surtout de transférer les risques de défaillances des premiers emprunteurs à d'autres acteurs financiers. Ces derniers peuvent décider eux aussi d'opérer de la même façon et émettant de nouveaux *titres adossés à des actifs* dont ceux achetés à notre banque. C'est la *titrisation* ! Après plusieurs montages financiers successifs, la *titrisation* nous fait perdre de vue l'origine du processus et les vrais risques encourus, d'autant plus que les agences de cotation les ont coté « AAA », la même cote que celle reçue par la banque émettrice.

La politique budgétaire que l'on nous a servie est encore très néo-libérale. Un déficit ne fait pas le printemps ! Les déficits de nos gouvernements reposent sur des dépenses nouvelles et sur des baisses d'impôts. La réduction des impôts à terme, lorsque la crise sera terminée, implique obligatoirement une diminution des dépenses de programmes. Après l'impact négatif de la crise, le retour à des recettes fiscales « normales », mais amputées des baisses des impôts antérieurs commanderont nécessairement des dépenses de programmes réduites, dans une logique d'un déficit zéro, pas question d'augmenter les impôts. Le gouvernement conservateur d'Ottawa n'attend même pas la fin de la crise pour réduire les dépenses de programmes jugés inutiles ou à privatiser. Ne pensons qu'aux coupures dans l'aide au rayonnement international des artistes de la scène et tout dernièrement le retrait de la subvention à l'Observatoire astronomique de Mont-Mégantic.

Les nouvelles dépenses, essentiellement dans les infrastructures, ne sont pas récurrentes. Une fois faites, elles sont terminées. Autant à Ottawa qu'à Québec les budgets de relance reposent sur des dépenses sans lendemain, en termes budgétaires, et dans une remise de l'initiative économique aux bénéficiaires des baisses d'impôts. Le rôle de l'État sera d'autant réduit. Construire des ponts, des autoroutes, agrandir le casino ou encore dépenser des milliards pour des centres hospitaliers universitaires ne sont pas des dépenses récurrentes pour les gouvernements. Tous les programmes de relance ne sont qu'une réponse néo-libérale à la crise. Ces dépenses ne doivent pas conduire au renforcement de l'intervention de l'État, bien au contraire. Pas étonnant que l'on ne s'occupe pas des fondements de la crise du capitalisme libéral et sauvage.

Les 1000 milliards du FMI et de la BM

Le rôle du FMI est de soutenir les efforts d'équilibre financier des pays membres. Celui de la BM est d'appuyer les investissements structurants des adhérents. Les 750 milliards alloués au FMI sont en fait des lignes de crédit avancées par les pays riches qui pourront être utilisées par les pays pauvres en difficulté pour stabiliser la valeur de leur monnaie et pour maintenir un certain équilibre financier, particulièrement au niveau des mouvements des capitaux à court terme plus volatils. Il s'agit donc d'accroître l'accès au crédit de certains pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est.

L'annonce a été faite qu'au moins 250 milliards de dollars seront mis à la disposition de la BM au cours des deux prochaines années. Ces milliards permettront le financement des échanges commerciaux des pays pauvres, sous forme de crédits à l'exportation et de prêts aux agences locales d'investissement et aux banques multilatérales de développement.

Rien d'extraordinaire, il s'agit de donner les moyens d'une relance, sous forme d'emprunts, à ceux qui en n'ont pas la possibilité. On ne connaît pas les conditions de ces prêts. Seront-elles les mêmes que celles imposées par le « Consensus de Washington » élaboré par l'administration du président Bush père avec la complicité du FMI et de la BM, en 1990 après la chute du Mur de Berlin ? Les fonctionnaires de ces institutions internationales auront-ils oublié le modèle économique néolibéral qu'ils ont appliqué avec tant de zèle, au malheur des pays du Tiers monde ?

Le nouveau Conseil de stabilité financière (CSF) qui succède au Forum de stabilité financière créé par le G7, il y a dix ans, sera plus volumineux, mais aura-t-il une certaine influence ? Pas vraiment : son rôle se limitera à surveiller les risques macroéconomiques et financiers et à conseiller le FMI. Aucun organisme n'est mis en place avec de vrais pouvoirs contraignants, les États-Unis ne tolérant pas d'être soumis à une institution extérieure. L'idée d'une gouvernance financière supranationale, voulue par Madame Merkel et Monsieur Sarkozy, est abandonnée. Les États continueront à réguler leurs établissements financiers en espérant qu'ils appliqueront les règles décidées dans les grands forums internationaux.

Éliminer les abus les plus grossiers, les membres du G20 sont d'accord. Mais intervenir dans les mécanismes des marchés financiers par une véritable régulation contraignante, jamais. Maintenons un capitalisme, moins bête et moins vulgaire, mais tout aussi inégalitaire et mortifère pour les humains et notre environnement. N'oublions pas par qui ces femmes et ses hommes du G20 ont été mis au pouvoir, y compris le Président Obama.

À la prochaine, si vous le voulez bien.

Bernard Élie
Professeur associé
Département des sciences économiques
Université du Québec à Montréal
Le 6 avril 2009